

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Sous peu, monsieur l'Orateur.

* * *

L'AGRICULTURE

LA SURTAXE AMÉRICAINE À L'IMPORTATION DES BAIES ET DES POMMES DE TERRE

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre suppléant de l'Agriculture. Comme suite au discours du ministre de l'Agriculture publié à la page 7588 du hansard, quelles mesures le gouvernement prend-il au sujet de la stabilisation des prix des produits agricoles qui subissent directement ou indirectement le contrecoup de la surtaxe des États-Unis, comme les baies par exemple, y compris les airelles, et les pommes de terre?

• (2.50)

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Le ministère de l'Agriculture est en train d'examiner la situation en ce qui concerne un certain nombre de produits, afin de voir, à propos des prix, quelles mesures pourraient être prises dans un certain nombre de cas en faveur des producteurs canadiens.

LES TRANSFORMATEURS DE PRODUITS AGRICOLES ET LES FONDS PRÉVUS PAR LA LOI DE SOUTIEN DE L'EMPLOI

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Je voudrais poser au premier ministre une question supplémentaire. M. Turner, président du syndicat du blé de la Saskatchewan, a-t-il signalé au gouvernement qu'une partie des 80 millions destinés à venir en aide aux secteurs de l'économie affectés par la surtaxe américaine devrait être versée aux producteurs de produits agricoles et, si oui, peut-il nous dire quelle a été la réponse du gouvernement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, en réponse à une lettre, j'ai indiqué qu'une partie de ces 80 millions bénéficieraient à certains secteurs de l'agriculture dans la mesure où il s'agit de produits agricoles subissant une quelconque transformation. Quant aux autres secteurs, qui ne remplissent pas les conditions requises pour avoir leur part du montant en question, je ne puis que répéter à leur sujet ce que le ministre de l'Agriculture a dit à la Chambre, à savoir que nous nous baserions sur la législation existante pour leur venir en aide partout où cela se révélera possible et nécessaire.

M. l'Orateur: Je donne la parole au député de Surrey-White Rock.

M. Gleave: Je voudrais poser une question supplémentaire.

M. l'Orateur: Je m'excuse auprès du député de Surrey-White Rock, mais je pourrais peut-être permettre une question supplémentaire au député de Saskatoon-Biggar. Toutefois, je signale de nouveau au député que s'il y a trois ou quatre questions supplémentaires ou même davantage, le temps va encore nous manquer.

M. Gleave: Je voudrais demander au premier ministre si le ministère de l'Agriculture, ou tout autre organisme de l'État, a établi un programme précis pour s'occuper des divers produits agricoles touchés par la politique des États-Unis?

Le très hon. M. Trudeau: Je soumettrai la question au ministre de l'Agriculture et le député pourrait peut-être l'inviter à répondre à cette question à la Chambre.

M. l'Orateur: Le député de Surrey-White Rock a la parole.

M. MacDonald: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur: Le député de Surrey-White Rock a vraiment des difficultés aujourd'hui. Qu'il veuille bien m'excuser à nouveau, mais le député d'Egmont invoque le Règlement.

M. MacDonald: Monsieur l'Orateur, c'est la deuxième fois que le premier ministre indique qu'il faut que la Chambre attende le ministre de l'Agriculture. Comme il s'agit en grande partie de produits périssables et comme le ministre est absent de la Chambre depuis plusieurs jours, ne serait-il pas possible qu'un membre du gouvernement réponde à ces questions importantes afin que les cultivateurs canadiens sachent à quoi s'en tenir?

M. l'Orateur: Le député de Surrey-White Rock a la parole.

* * *

LES COMMUNICATIONS

LA FERMETURE DU «TELEGRAM»—L'ACCAPAREMENT DU SECTEUR DE L'INFORMATION

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Ma question s'adresse au secrétaire d'État. Il s'agit de la fermeture imminente du *Telegram* de Toronto. Le ministre serait-il disposé à accueillir et à étudier des recommandations présentées par les intéressés, y compris des députés, visant à empêcher la concentration accrue de l'information dans un secteur de plus en plus restreint qui résultera de cette fermeture?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, si des instances sont faites à un ministère fédéral, je ne vois pas comment le titulaire de ce ministère pourrait refuser de les recevoir.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'ÉTUDE DU PROJET DE REVENU ANNUEL GARANTI

[Traduction]

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Dirait-il à la Chambre quand il fera une déclaration au sujet de l'étude de 15 millions de dollars sur un régime de revenu garanti, en traitant à fond de ses attributions et de ses objectifs?